Cahier de doléances du Tiers État de Houdreville (Meurthe-et-Moselle)

Du 15 mars 1789,

Remontrances, plaintes et doléances de la communauté de Houdreville, pour satisfaire à la lettre du Roi et ¹ règlement pour la convocation des États généraux du 27 avril 1789.

Projet pour les députés des États généraux.

1° Que les communautés soient libres de laisser les entretiens des corvées auxquelles elles sont astreintes par adjudication.

2° Ils demanderont la suppression des bureaux de sel et de tabac ; qu'il soit permis à tous marchands d'en vendre ; et, en conséquence, plus de gardes de tabac dans tout le royaume.

3° La suppression du second et troisième vingtième.

4° La suppression de la marque sur le cuir et le fer.

5° La suppression des descentes et vues de lieux par la justice dans les procès ; mais que les contestations à ce sujet soient terminées par deux hommes arbitrairement choisis par les parties contestantes, préalablement sermentés par le maire du lieu, sans qu'il soit permis, après leur jugement, d'en rappeler à aucun tribunal.

6° Ils demanderont la suppression des corvées envers les seigneurs, de même que celle des impôts domaniaux, de manière que toutes les impositions soient semblables et telles par tout le royaume.

7° Défense à tous les seigneurs de faire aucune remise ni garenne parmi les campagnes pour la retraite du gibier.

8° Qu'il ne soit permis à aucun propriétaire de fermer ses héritages parmi les campagnes, de manière que, les récoltes finies, le bétail puisse pâturer partout.

9° Demander la suppression des colombiers, trop fréquents, excepté ceux auxquels il est permis d'en avoir, avec injonction à ces derniers de les tenir clos dans les temps défendus, si mieux n'aime liberté de tuer les pigeons qui causent de grands dégâts aux propriétaires et aux fermiers.

10° Défense à tous fermiers, soit des domaines soit des seigneurs, de sous-fermer aucun droit de marcairie et bergerie.

11° Que tous pâquis communaux engagés par les communautés retournent en vaine pâture, laquelle chose est très nécessaire, notamment à Houdreville, où les laboureurs, au nombre de douze, sont obligés de nourrir leurs chevaux presque toute l'année à l'écurie, faute de vaine pâture, ce qui rend les foin, déjà assez rares, fort chers, et incommode beaucoup les laboureurs, d'ailleurs surchargés et accablés par les corvées, et impôts seigneuriaux, si on en excepte néanmoins ceux qui sont cultivés depuis longtemps.

12° Demanderont que la dîme des vignes, trop multipliées, soit réglée à la même quantité par tout le royaume, au moins dans la province de Lorraine, car à peine trouve-t-on trois lieux qui payent la dîme au même taux, avec prohibition de ne plus planter de vignes, attendu qu'il y en a déjà trop, ce qui cause que, les vins étant trop communs, le prix en diminue beaucoup, et les vigneron ont bien de la peine à vivre, et sont grandement obérés.

13° Que les banalités des moulins soient supprimées, avec liberté à un chacun de moudre où il avisera bon être.

---

¹ au

14° Que la maréchaussée par correspondance porte les deniers royaux dans les caisses, et, par conséquent, que les collecteurs en soient dispensés.

15° Demander que toutes contestations en matière de procès soient jugées dans la première instance, et sans droit de rappel, si ce n'est pour matière grave et importante.

16° La suppression des bailliages trop communs ; et permettre aux assemblées municipales de chaque lieu de terminer les mêmes contestations gratis, pour épargner bien des procès qui font la ruine entière des familles.

17° Ne point permettre le transport des grains de première nécessité hors de chaque province, si ce n'est dans un besoin pressant, où alors les provinces sont obligées de s'entraider l'une l'autre ; néanmoins la liberté du commerce pour les autres marchandises entre les provinces, et même par tout le royaume.

18° Demander la suppression des Fermiers généraux, des intendants de provinces, des huissiers-priseurs, et de tous les acquits et hauts-conduits.

19° La suppression de tous impôts sur les marchandises, notamment sur celles de première nécessité.

20° Que l'intérêt des sommes prêtées soit pardevant notaires soit sur simples billets ne soit plus payé qu'au denier vingt-cinq : le peuple n'en souffrira pas, et les dettes de l'Etat s'éteindront plus facilement.

21° La suppression des grueries, et l'autorisation aux communautés de disposer de leurs bois elles-mêmes, à charge de répondre des délits.

22° Demanderont que les impôts royaux soient diminués, si les rentes seigneuriales ne sont point supprimées, ainsi que les droits de Domaine, notamment à Houdreville, car les habitants sont surchargés d'impôts seigneuriaux et domaniaux dont voici le détail :

1° Chaque laboureur paye annuellement à Monseigneur le maréchal, prince de Beauvau, ou à son fermier, deux bichets de blé, et dix-sept imaux d'avoine, et un franc barrois appelé franc de feu, et quatre poules.

2° Chaque manœuvre paye aussi annuellement un résal d'avoine, quatre poules et un franc barrois.

3° Chaque habitant délivre annuellement au fermier du Domaine de Thélod un bichet de blé, qu'on appelle bichet de four, sans que pour cela il y ait un four banal, ni bois destiné à ce sujet.

4° La communauté est chargée envers le Domaine de 40 francs barrois affectés sur un canton de vignes.

5° Chaque jour d'héritage est chargé de 3 gros.

6° La plus grande partie des héritages sont chargés d'obits envers l'église de Houdreville, et de rentes envers la confrérie des morts dudit lieu. D'ailleurs, la plus grande partie du finage et des vignes appartient à des seigneurs, maisons religieuses et déforains ; le surplus appartient à la communauté, chargé de cens et rentes ; malgré tous ces impôts, elle paye l'année courante pour la subvention et les ponts et chaussées 2577 l. 1 s. 3 d. pour 170 habitants dont elle est composée, dont 80 au moins sont tellement misérables qu'il y en a 50 sur la charité et ne vivant que des libéralités du public, ce qui est cause que les laboureurs, au nombre de douze, et les autres, manœuvres tant soit peu commodes, sont surchargés par les impôts royaux, attendu que les trois quarts ne payent presque rien à cause de leur grande indigence.

6° Il y a plusieurs chemins impraticables aux approches du village, qui coûtent considérablement à entretenir.

7° Deux ponts sur une petite rivière, dont un est en si mauvais état qu'il coûtera au moins 1000 l. pour la reconstruction.

8° Deux fontaines communes qui sont d'un grand entretien.

9° Les charges pour la décoration de l'église, qui sont considérables, attendu qu'il n'y a point de fabrique.

10° Quant aux affouages des bois, ils sont si petits qu'ils ne valent pas la marque de la gruerie, qui ne revient cependant qu'à 9 ou 10 s. par habitant, de manière que la plupart des habitants ne les exploitent

point, et les abandonnent.

Le présent mémoire réglé et avisé par la communauté dudit Houdreville, assemblée et convoquée au greffe dudit lieu, qui a approuvé, agréé, approuve et agréé tous les articles en général et chacun en particulier, et notamment l'assemblée municipale, au moyen de quoi elle a choisi et député les sieurs Claude Colin et Claude Chobaut, maire et syndic dudit Houdreville, pour présenter le présent cahier à l'assemblée générale qui se tiendra le 16 mars présente année à Vézelize, composée de Monsieur le bailli et ses officiers, et les autorisons et ² donnons pouvoir de déduire telles raisons convenables et profitables à notre communauté qu'ils aviseront.

Fait, clos et achevé à Houdreville, le 15 mars 1789, et avons signé.

---

² leur